



**PREFECTURE
REGION ILE DE
FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°IDF-029-2022-08

PUBLIÉ LE 16 AOÛT 2022

Sommaire

Agence Régionale de Santé / Direction de l'Offre de Soins (DOS)

IDF-2022-08-09-00003 - Arrêté n°DOS-2022/3384 portant approbation de l'avenant n°15 à la Convention Constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire « Ramsay Santé Enseignement et Recherche » (2 pages)

Page 3

Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile de France /

IDF-2022-07-22-00009 - ARRETE portant approbation du programme pluriannuel d'activités de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural d'IDF pour la période 2022-2028 (2 pages)

Page 6

Direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile de France / SREA

IDF-2022-04-22-00006 - Accord tacite d'autorisation d'exploiter pour la SCEA FERME DE LA CROIX à MOUSSY LE VIEUX (11 pages)

Page 9

Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France / Pôle Politiques du Travail

IDF-2022-08-12-00001 - Arrêté portant sur la demande de dérogation à l'obligation de repos dominical présentée par la société SARENTS NV (BELGIQUE), pour son intervention sur le site de Mantes La Ville - Projet de prolongement Ouest Ligne EOLE - 78711 Mantes La Ville (3 pages)

Page 21

Agence Régionale de Santé

IDF-2022-08-09-00003

Arrêté n°DOS-2022/3384

portant approbation de l'avenant n°15 à la
Convention Constitutive du Groupement de
Coopération Sanitaire « Ramsay Santé
Enseignement et Recherche »

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ D'ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ N°DOS-2022/3384

portant approbation de l'avenant n°15 à la Convention Constitutive du Groupement de
Coopération Sanitaire « Ramsay Santé Enseignement et Recherche »

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ D'ÎLE-DE FRANCE

- VU** le code de la santé publique et notamment les articles L.6133-1 et suivants et R. 6133-1 et suivants ;
- VU** l'arrêté du 5 avril 2019 relatif aux groupements de coopérations sanitaires ;
- VU** le décret du 28 juillet 2021 portant nomination de Madame Amélie VERDIER, Directrice générale de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France à compter du 9 août 2021 ;
- VU** l'arrêté n°DS 2022-066 du 26 juillet 2022 de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France, Madame Amélie VERDIER, portant délégation de signature à Monsieur Arnaud CORVAISIER, Directeur de l'Offre de soins de l'ARS d'Ile-de-France ;
- VU** l'arrêté n°14-422 portant approbation de la Convention constitutive du GCS « Ramsay Santé Enseignement et Recherche » en date du 28/05/2014 ;
- VU** le procès-verbal de l'assemblée générale du groupement de coopération sanitaire en date du 30/06/2022 ;
- VU** l'avenant n°15 à la convention constitutive du GCS « Ramsay Santé Enseignement et Recherche » en date du 30/06/2022.

CONSIDÉRANT que par avenant n°15 du 30/06/2022, les membres du GCS « Ramsay Santé Enseignement et Recherche » ont approuvé les modifications de la convention constitutive dans le cadre d'une harmonisation avec le règlement intérieur, ainsi que son annexe ;

CONSIDÉRANT que l'avenant n°15 du 30/06/2022 respecte les dispositions des articles L. 6133-1 et suivants et R. 6133-1 et suivants du code de la santé publique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : L'avenant n° n°15 à la convention constitutive du « GCS Ramsay Santé Enseignement et Recherche » en date du 30/06/2022 est approuvé.

ARTICLE 2^e : L'avenant n°15 à la convention constitutive approuve la modification de l'article 4 relatif à l'objet, de la suppression des articles 14 et 22, de la création d'un article 23 relatif au délégué général, ainsi que l'actualisation de la dénomination des membres listés au sein de l'annexe à la Convention constitutive.

ARTICLE 3^e: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Ile-de-France. Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif compétent. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour les intéressés ou de sa publication pour les tiers.

Fait à Saint-Denis, le 09 août 2022.

La Directrice générale
de l'Agence régionale de santé
d'Île-de-France

Par délégation

Le Directeur de l'Offre de soins

Arnaud CORVAISIER

SIGNÉ

Direction régionale et interdépartementale de
l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile
de France

IDF-2022-07-22-00009

ARRETE portant approbation du programme
pluriannuel d'activités de la société
d'aménagement foncier et d'établissement rural
d'IDF pour la période 2022-2028

ARRÊTÉ

Portant approbation du programme pluriannuel d'activités
de la Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural d'Île-de-France
pour la période 2022-2028

Le préfet de la région d'Île-de-France,
Préfet de Paris,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

VU le livre premier du code rural et de la pêche maritime et notamment son article R.141-7 ;

VU l'arrêté 22 décembre 2016 portant agrément de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural d'Île-de-France ;

VU la note d'instruction technique DGPE/SDPE/2021-676 du 07 septembre 2021 ;

VU le programme pluriannuel d'activités de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural d'Île-de-France pour la période 2022-2028, validé et en conseil d'administration de la société le 24/05/2022 et adressé le 30/06/2022 ;

VU l'avis favorable du 13 juillet 2022 du commissaire du gouvernement agriculture ;

VU l'avis favorable du 11 juillet 2022 du commissaire du gouvernement finances ;

VU l'avis favorable du 20 juillet 2022 de la Commission Régionale de l'Économie Agricole et du Monde Rural d'Île-de-France ;

Sur proposition du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et du directeur régional des finances publiques ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le programme pluriannuel d'activité de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural d'Île-de-France pour la période 2022-2028 est approuvé.

Article 2 : La Société d'aménagement foncier et d'établissement rural d'Île-de-France est chargée de la publication de son programme pluriannuel d'activités accompagné de l'arrêté d'approbation.

Article 3 : Le secrétaire général aux politiques publiques de la préfecture de la région d'Île-de-France, le directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France, le directeur régional des finances publiques d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France.

Fait à Paris, le

22 JUL. 2022


Le Préfet de la Région d'Île-de-France,
Préfet de Paris

Marc GUILLAUME

18 avenue Carnot - 94240 CACHAN Cedex
Tél : 01 41 24 17 00
draaf-ile-de-france@agriculture.gouv.fr
<http://driaaf.ile-de-france.agriculture.gouv.fr/>

Direction régionale et interdépartementale de
l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile
de France

IDF-2022-04-22-00006

Accord tacite d'autorisation d'exploiter pour la
SCEA FERME DE LA CROIX à MOUSSY LE VIEUX



PRÉFET
DU VAL-D'OISE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale
des territoires

SDREA Île-de-France

Cergy-Pontoise, le 22 avril 2022

à

Affaire suivie par : Elisabeth RAK-LECLER
Pôle économie agricole et alimentation
Tél. : 01 34 25 24 27
Mél. : elisabeth.rak-lecler@val-doise.gouv.fr
Réf. : SEAAT/PEAA/2022_68

SCEA FERME DE LA CROIX
(ex EARL FERME DE LA CROIX)
CHEMIN DES VIGNETTES
77320 MOUSSY LE VIEUX

Dossier n° 95-2022-12

DOCUMENT A CONSERVER

LAR n° : 2C 067 031 1195 1

Objet : Demande d'autorisation d'exploiter

ACCUSE RECEPTION d'un dossier complet

Monsieur,

En date du 08/04/2022, vous avez déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter pour les surfaces listées en annexe sur les communes de Saint-Witz, Survilliers, Vémars, Marly-la-Ville, Louvres, La Chapelle en Serval (60), Plailly (60) et Moussy le Vieux (77) actuellement mises en valeur par l'EARL FERME DE LA CROIX, pour le projet suivant : installation de Monsieur Vincent MOREL par la prise de participation en tant qu'associé exploitant, gérant et transformation de l'EARL en SCEA.

Le dossier a été enregistré complet au 15/04/2022.

Conformément aux dispositions de l'article R.331-4 du code rural et de la pêche maritime, **cette demande fera l'objet d'une publicité d'un mois minimum** par affichage en mairie de(s) la commune(s) où est (sont) situé(s) le(s) bien(s) et d'une publication sur le site internet de la Préfecture du Val-d'Oise : <https://www.val-doise.gouv.fr/Politiques-publiques/Agriculture-et-forets/Agriculture/Le-controle-des-structures/>

La date d'enregistrement du dossier complet constitue le départ du délai **de 4 mois** dont dispose le préfet de région pour statuer sur votre demande, soit le **15/08/2022**.

Des candidatures concurrentes portant sur tout ou partie des biens sollicités sur votre demande peuvent être déposées. La Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture (CDOA) sera alors consultée pour émettre un avis et le délai de 4 mois pourra être porté à 6 mois, conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

.../...

1/11

Direction départementale des Territoires

Service de l'environnement, de l'agriculture et de l'accompagnement des territoires - CS 20105 - 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX
Téléphone : 01 34 25 26 70 - courriel : ddt-seaat@val-doise.gouv.fr - site internet <http://www.val-doise.gouv.fr/>

Dans ce cas, vous en serez avisé(e) par courrier qui précisera également les concurrents. **Aucune information sur le contenu de leur demande ne sera délivrée.** En revanche, vous pourrez présenter des observations écrites, éléments qui seront restitués aux membres lors de la tenue de la commission.

A défaut de notification d'une décision au-delà du délai de 4 mois (ou 6 mois en cas de prolongation) à compter de la date de dépôt du dossier enregistré complet, **vous bénéficiez d'une autorisation tacite** conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Dans le cas où vous bénéficiez d'une autorisation implicite d'exploiter, **le présent courrier valant accusé réception de votre demande sera publié** au recueil des actes administratifs de la préfecture de région d'Ile-de-France et également affiché en mairie de(s) la commune(s) concernées par le(s) bien(s) demandé(s). **Cette publication légale vaudra alors décision.**

J'attire votre attention sur le fait que le présent courrier ne vaut pas accord des propriétaires et ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres. Le bénéficiaire d'une décision d'autorisation d'exploiter, même implicite, doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens listés en annexes.

Par ailleurs, et pour votre parfaite information, si les biens, objets de l'opération, ne sont pas mis en valeur, la décision devient caduque à la fin de l'année culturale suivant la décision.

Vous pourrez consulter l'information de la publication en vous connectant au site internet à l'adresse suivante : <https://www.prefectures-regions.gouv.fr/ile-de-france/Documents-publications/Recueil-des-actes-administratifs/>

En cas de décision défavorable concernant votre demande, vous en serez avisé(e) par courrier. **Aucun avis ne sera communiqué par téléphone ou par messagerie électronique.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Préfet et par délégation,
La cheffe du service de l'Environnement,
de l'agriculture et de l'accompagnement
des territoires

Lise DARGENTOLLE

Si vous considérez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, vous pouvez la contester dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication :

- soit par un recours gracieux devant le préfet ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture,
- soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pontoise, soit par courrier, soit par l'application informatique Télérecours, accessible sur le site www.telerecours.fr.

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau rejet exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pontoise.

2/11

Direction départementale des Territoires

Service de l'environnement, de l'agriculture et de l'accompagnement des territoires - CS 20105 - 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX
Téléphone : 01 34 25 26 70 - courriel : ddt-seaat@val-doise.gouv.fr - site internet <http://www.val-doise.gouv.fr/>

Liste des parcelles concernant la demande de la **SCEA FERME DE LA CROIX** :

Commune	Référence cadastrale	Surface (en hectare)
La Chapelle en Serval (60)	E 224	0 ha 35 a 75 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 252	0 ha 43 a 19 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 256	0 ha 17 a 10 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 261	0 ha 68 a 56 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 350	1 ha 95 a 88 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 418	0 ha 39 a 93 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 420	2 ha 87 a 79 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 485	0 ha 19 a 11 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 494	0 ha 64 a 52 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 565	0 ha 42 a 00 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 640	0 ha 41 a 64 ca
Louvres	A 161	0 ha 83 a 05 ca
Louvres	D 199	3 ha 06 a 05 ca
Marly la Ville	ZC 13	0 ha 22 a 00 ca
Marly la Ville	ZH 15	2 ha 35 a 70 ca
Moussy le Neuf (77)	ZM 1	1 ha 03 a 99 ca
Plailly (60)	K 155	0 ha 52 a 29 ca
Saint Witz	A 157	0 ha 06 a 60 ca
Saint Witz	A 187	0 ha 61 a 31 ca
Saint Witz	A 189	0 ha 46 a 24 ca
Saint Witz	A 443	3 ha 11 a 19 ca
Saint Witz	A 504	0 ha 67 a 25 ca
Saint Witz	A 505	0 ha 03 a 02 ca
Saint Witz	A 509	0 ha 51 a 52 ca
Saint Witz	A 510	0 ha 04 a 18 ca
Saint Witz	B 44	1 ha 24 a 61 ca
Saint Witz	B 47	0 ha 25 a 54 ca
Saint Witz	C 49	0 ha 91 a 88 ca
Saint Witz	C 129	0 ha 38 a 49 ca
Saint Witz	C 283	0 ha 14 a 68 ca
Saint Witz	C 138	1 ha 36 a 54 ca
Saint Witz	C 147	0 ha 38 a 39 ca
Saint Witz	C 189	0 ha 31 a 24 ca
Saint Witz	C 190	0 ha 29 a 23 ca
Saint Witz	C 194	0 ha 36 a 83 ca
Saint Witz	C 230	0 ha 52 a 86 ca
Saint Witz	C 238	3 ha 27 a 20 ca
Survilliers	B 16	0 ha 27 a 80 ca
Survilliers	B 17	0 ha 25 a 00 ca
Survilliers	B 24	0 ha 40 a 36 ca
Survilliers	B 34	0 ha 01 a 65 ca
Survilliers	B 35	0 ha 37 a 55 ca
Survilliers	B 41	1 ha 00 a 90 ca
Survilliers	B 117	0 ha 20 a 30 ca
Survilliers	B 118	0 ha 34 a 80 ca
Survilliers	B 163	0 ha 13 a 35 ca
Survilliers	B 167	0 ha 76 a 75 ca
Survilliers	B 180	0 ha 66 a 85 ca
Survilliers	B 192	0 ha 42 a 90 ca

3/11

Direction départementale des Territoires

Service de l'environnement, de l'agriculture et de l'accompagnement des territoires - CS 20105 - 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX

Téléphone : 01 34 25 26 70 - courriel : ddt-seaat@val-doise.gouv.fr - site internet <http://www.val-doise.gouv.fr/>

Liste des parcelles concernant la demande de la **SCEA FERME DE LA CROIX** : (suite)

Survilliers	B 201	0 ha 22 a 19 ca
Survilliers	B 238	1 ha 06 a 43 ca
Survilliers	B 266	1 ha 18 a 34 ca
Survilliers	B 274	0 ha 51 a 71 ca
Survilliers	C 32	0 ha 16 a 15 ca
Survilliers	C 42	0 ha 18 a 30 ca
Vemars	A 252	0 ha 07 a 66 ca
Villeron	AL 14	0 ha 48 a 23 ca
S/TOTAL		40 ha 34 a 57 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 354	0 ha 31 a 28 ca
Survilliers	A 20	0 ha 54 a 85 ca
Survilliers	B 28	0 ha 21 a 75 ca
Survilliers	B 29	0 ha 01 a 80 ca
Survilliers	B 30	0 ha 00 a 50 ca
Survilliers	B 31	0 ha 07 a 50 ca
Survilliers	B 45	0 ha 20 a 00 ca
S/TOTAL		1 ha 37 a 68 ca
Survilliers	A 6	0 ha 77 a 70 ca
Survilliers	A 7	1 ha 32 a 50 ca
S/TOTAL		2 ha 10 a 20 ca
Survilliers	A 127	0 ha 40 a 40 ca
Survilliers	A 180	0 ha 26 a 72 ca
Survilliers	B 32	0 ha 91 a 20 ca
Survilliers	B 33	0 ha 02 a 10 ca
S/TOTAL		1 ha 60 a 42 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 243	0 ha 45 a 33 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 247	0 ha 20 a 00 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 248	1 ha 60 a 94 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 257	0 ha 51 a 47 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 259	0 ha 54 a 30 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 281	0 ha 23 a 40 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 282	0 ha 34 a 85 ca
Saint Witz	B 209	1 ha 16 a 65 ca
Saint Witz	B 448	3 ha 25 a 62 ca
Saint Witz	B 449	0 ha 00 a 26 ca
Saint Witz	B 450	0 ha 09 a 95 ca
Saint Witz	C 140	0 ha 20 a 53 ca
Saint Witz	C 152	0 ha 38 a 49 ca
Saint Witz	C 161	1 ha 60 a 48 ca
Saint Witz	C 315	0 ha 14 a 78 ca
Saint Witz	C 366	0 ha 03 a 93 ca
Saint Witz	C 370	0 ha 58 a 48 ca
Saint Witz	C 372	1 ha 50 a 00 ca
Survilliers	A 96	0 ha 26 a 85 ca
Survilliers	A 112	1 ha 84 a 85 ca
Survilliers	A 124	1 ha 10 a 35 ca
Survilliers	A 195	0 ha 53 a 52 ca
S/TOTAL		16 ha 65 a 03 ca

4/11

Direction départementale des Territoires

Service de l'environnement, de l'agriculture et de l'accompagnement des territoires - CS 20105 - 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX

Téléphone : 01 34 25 26 70 - courriel : ddt-seaat@val-doise.gouv.fr - site internet <http://www.val-doise.gouv.fr/>

Liste des parcelles concernant la demande de la **SCEA FERME DE LA CROIX** : (suite)

La Chapelle en Serval (60)	E 393	0 ha 25 a 07 ca
Saint Witz	A 107	0 ha 52 a 61 ca
Saint Witz	A 411	0 ha 27 a 23 ca
Saint Witz	C 505	0 ha 31 a 67 ca
Saint Witz	C 506	0 ha 03 a 23 ca
Survilliers	A 109	0 ha 07 a 20 ca
Survilliers	A 209	0 ha 13 a 55 ca
Survilliers	B 1	0 ha 87 a 35 ca
Survilliers	B 2	0 ha 02 a 40 ca
Survilliers	B 123	0 ha 04 a 50 ca
Survilliers	B 124	0 ha 62 a 59 ca
Survilliers	B 256	0 ha 32 a 00 ca
S/TOTAL		3 ha 49 a 40 ca
Saint Witz	A 101	0 ha 23 a 44 ca
Saint Witz	B 20	0 ha 57 a 63 ca
Saint Witz	B 24	0 ha 27 a 41 ca
Saint Witz	B 199	0 ha 30 a 86 ca
Saint Witz	B 328	3 ha 64 a 40 ca
Saint Witz	B 1321	0 ha 10 a 76 ca
Saint Witz	B 1322	0 ha 52 a 42 ca
Saint Witz	B 1323	0 ha 11 a 72 ca
Saint Witz	C 199	0 ha 67 a 27 ca
Saint Witz	C 200	0 ha 88 a 27 ca
Saint Witz	C 201	0 ha 10 a 66 ca
Saint Witz	C 253	0 ha 38 a 49 ca
S/TOTAL		7 ha 83 a 33 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 417	0 ha 17 a 29 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 421	0 ha 17 a 30 ca
S/TOTAL		0 ha 34 a 59 ca
Louvres	A 122	2 ha 20 a 30 ca
Plailly (60)	N 153	0 ha 47 a 95 ca
Saint Witz	A 498	0 ha 68 a 10 ca
Saint Witz	A 499	0 ha 00 a 71 ca
Saint Witz	B 28	3 ha 34 a 06 ca
Saint Witz	B 198	1 ha 55 a 38 ca
Saint Witz	B 204	0 ha 06 a 53 ca
Survilliers	B 15	1 ha 03 a 60 ca
Survilliers	B 40	0 ha 54 a 60 ca
Survilliers	B 48	0 ha 08 a 76 ca
Survilliers	B 49	0 ha 00 a 30 ca
Survilliers	B 75	0 ha 80 a 85 ca
Survilliers	B 173	0 ha 97 a 05 ca
Survilliers	B 185	0 ha 04 a 62 ca
Survilliers	C 36	0 ha 22 a 75 ca
Survilliers	C 39	1 ha 40 a 43 ca
Survilliers	C 181	0 ha 21 a 56 ca
S/TOTAL		13 ha 67 a 55 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 346	0 ha 26 a 38 ca
S/TOTAL		0 ha 26 a 38 ca

5/11

Direction départementale des Territoires

Service de l'environnement, de l'agriculture et de l'accompagnement des territoires - CS 20105 - 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX

Téléphone : 01 34 25 26 70 - courriel : ddt-seaat@val-doise.gouv.fr - site internet <http://www.val-doise.gouv.fr/>

Liste des parcelles concernant la demande de la **SCEA FERME DE LA CROIX** : (suite)

La Chapelle en Serval (60)	E 428	0 ha 13 a 05 ca
Survilliers	A 77	0 ha 18 a 30 ca
Survilliers	A 79	0 ha 28 a 30 ca
Survilliers	B 204	0 ha 18 a 51 ca
S/TOTAL		0 ha 78 a 16 ca
Plailly (60)	K 154	0 ha 51 a 01 ca
Survilliers	A 58	0 ha 69 a 40 ca
Survilliers	A 59	0 ha 36 a 40 ca
Survilliers	A 259	0 ha 02 a 50 ca
Survilliers	B 196	0 ha 07 a 14 ca
S/TOTAL		1 ha 66 a 45 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 390	0 ha 51 a 62 ca
Saint Witz	C 310	0 ha 00 a 90 ca
Saint Witz	C 395	13 ha 47 a 71 ca
Saint Witz	C 396	0 ha 29 a 80 ca
Survilliers	A 18	1 ha 88 a 95 ca
Survilliers	A 167	0 ha 01 a 60 ca
Survilliers	A 168	1 ha 10 a 10 ca
Survilliers	A 181	0 ha 38 a 10 ca
Survilliers	A 207	0 ha 38 a 10 ca
Survilliers	A 215	0 ha 53 a 55 ca
Survilliers	A 228	0 ha 70 a 70 ca
Survilliers	B 21	1 ha 03 a 60 ca
Survilliers	B 102	0 ha 28 a 70 ca
Survilliers	B 103	0 ha 29 a 80 ca
S/TOTAL		20 ha 93 a 23 ca
Saint Witz	B 194	0 ha 58 a 68 ca
S/TOTAL		0 ha 58 a 68 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 250	0 ha 42 a 15 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 251	0 ha 29 a 55 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 297	0 ha 52 a 83 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 298	0 ha 14 a 65 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 307	0 ha 48 a 23 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 358	0 ha 54 a 44 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 364	0 ha 21 a 64 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 365	0 ha 44 a 66 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 394	0 ha 50 a 18 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 545	0 ha 02 a 95 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 553	0 ha 17 a 40 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 644	0 ha 34 a 91 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 651	0 ha 55 a 82 ca
Plailly (60)	ZH 32	1 ha 11 a 20 ca
Saint Witz	A 449	0 ha 51 a 73 ca
Saint Witz	B 210	0 ha 45 a 20 ca
Saint Witz	B 212	1 ha 17 a 98 ca
Saint Witz	C 145	0 ha 67 a 13 ca
Saint Witz	C 192	0 ha 67 a 23 ca
Saint Witz	C 361	0 ha 21 a 98 ca

6/11

Direction départementale des Territoires

Service de l'environnement, de l'agriculture et de l'accompagnement des territoires - CS 20105 - 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX

Téléphone : 01 34 25 26 70 - courriel : ddt-seaat@val-doise.gouv.fr - site internet <http://www.val-doise.gouv.fr/>

Liste des parcelles concernant la demande de la **SCEA FERME DE LA CROIX** : (suite)

Survilliers	A 65	0 ha 45 a 90 ca
Survilliers	A 66	0 ha 04 a 00 ca
Survilliers	A 71	0 ha 02 a 00 ca
Survilliers	A 73	0 ha 23 a 85 ca
Survilliers	A 74	0 ha 98 a 00 ca
Survilliers	A 113	0 ha 01 a 85 ca
Survilliers	A 114	0 ha 05 a 45 ca
Survilliers	A 129	0 ha 28 a 06 ca
Survilliers	A 193	0 ha 18 a 42 ca
Survilliers	A 196	0 ha 58 a 87 ca
Survilliers	A 202	0 ha 11 a 84 ca
Survilliers	A 216	0 ha 43 a 50 ca
Survilliers	A 217	0 ha 26 a 80 ca
Survilliers	A 219	0 ha 43 a 50 ca
Survilliers	B 18	0 ha 57 a 15 ca
Survilliers	B 56	0 ha 28 a 15 ca
Survilliers	B 57	0 ha 01 a 20 ca
Survilliers	B 62	0 ha 01 a 30 ca
Survilliers	B 63	0 ha 46 a 20 ca
Survilliers	B 71	0 ha 00 a 80 ca
Survilliers	B 72	0 ha 14 a 00 ca
Survilliers	B 73	0 ha 00 a 40 ca
Survilliers	B 74	0 ha 09 a 20 ca
Survilliers	B 172	0 ha 70 a 70 ca
Survilliers	B 205	0 ha 05 a 72 ca
Survilliers	B 301	0 ha 09 a 28 ca
Survilliers	B 303	0 ha 17 a 11 ca
Survilliers	C 86	0 ha 08 a 21 ca
Survilliers	C 104	0 ha 86 a 50 ca
Survilliers	AD 35	0 ha 03 a 82 ca
	S/TOTAL	17 ha 23 a 64 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 366	0 ha 29 a 94 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 368	0 ha 23 a 40 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 380	0 ha 41 a 69 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 388	1 ha 22 a 96 ca
Survilliers	A 182	0 ha 52 a 17 ca
Survilliers	A 205	1 ha 66 a 80 ca
Survilliers	B 47	4 ha 14 a 55 ca
Survilliers	B 64	1 ha 14 a 50 ca
Survilliers	B 65	0 ha 01 a 50 ca
Survilliers	B 104	0 ha 33 a 60 ca
Survilliers	B 105	0 ha 35 a 30 ca
	S/TOTAL	10 ha 36 a 41 ca
Survilliers	C 112	0 ha 19 a 74 ca
Survilliers	C 113	0 ha 19 a 74 ca
	S/TOTAL	0 ha 39 a 48 ca

7/11

Direction départementale des Territoires

Service de l'environnement, de l'agriculture et de l'accompagnement des territoires - CS 20105 - 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX

Téléphone : 01 34 25 26 70 - courriel : ddt-seaat@val-doise.gouv.fr - site internet <http://www.val-doise.gouv.fr/>

Liste des parcelles concernant la demande de la **SCEA FERME DE LA CROIX** : (suite)

La Chapelle en Serval (60)	E 330	0 ha 13 a 78 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 337	0 ha 07 a 00 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 384	0 ha 43 a 81 ca
Saint Witz	A 164	0 ha 19 a 82 ca
Saint Witz	B 235	0 ha 23 a 41 ca
Survilliers	A 17	0 ha 40 a 20 ca
Survilliers	A 85	0 ha 26 a 80 ca
Survilliers	A 105	0 ha 26 a 80 ca
Survilliers	A 123	0 ha 13 a 45 ca
Survilliers	A 126	0 ha 40 a 40 ca
Survilliers	A 152	0 ha 71 a 53 ca
Survilliers	A 153	0 ha 53 a 60 ca
Survilliers	A 194	0 ha 27 a 62 ca
Survilliers	A 214	0 ha 26 a 80 ca
Survilliers	B 88	0 ha 20 a 60 ca
Survilliers	B 195	0 ha 11 a 02 ca
Survilliers	C 1172	0 ha 16 a 18 ca
S/TOTAL		4 ha 82 a 82 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 301	0 ha 00 a 02 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 302	0 ha 92 a 07 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 319	0 ha 28 a 70 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 326	2 ha 57 a 66 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 344	0 ha 21 a 52 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 369	0 ha 47 a 90 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 373	0 ha 84 a 20 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 379	0 ha 42 a 48 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 385	0 ha 46 a 25 ca
Survilliers	AD 5	0 ha 49 a 05 ca
Survilliers	C 83	0 ha 55 a 45 ca
Survilliers	C 98	0 ha 79 a 52 ca
Survilliers	C 107	0 ha 49 a 05 ca
S/TOTAL		8 ha 53 a 87 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 325	0 ha 52 a 13 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 416	0 ha 46 a 25 ca
Survilliers	A 179	0 ha 19 a 53 ca
Survilliers	A 201	0 ha 10 a 85 ca
Survilliers	B 68	0 ha 06 a 50 ca
Survilliers	B 69	0 ha 00 a 40 ca
S/TOTAL		1 ha 35 a 66 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 255	0 ha 16 a 17 ca
S/TOTAL		0 ha 16 a 17 ca
Saint Witz	A 102	0 ha 41 a 88 ca
Saint Witz	A 176	0 ha 18 a 10 ca
Saint Witz	A 181	0 ha 39 a 64 ca
Saint Witz	A 396	0 ha 16 a 78 ca
Saint Witz	A 403	1 ha 38 a 00 ca
Saint Witz	A 422	0 ha 70 a 05 ca
Saint Witz	B 21	0 ha 86 a 40 ca
Saint Witz	B 31	1 ha 43 a 40 ca
Saint Witz	B 211	1 ha 50 a 22 ca
Saint Witz	B 213	0 ha 18 a 14 ca

8/11

Direction départementale des Territoires

Service de l'environnement, de l'agriculture et de l'accompagnement des territoires - CS 20105 - 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX
Téléphone : 01 34 25 26 70 - courriel : ddt-seaat@val-doise.gouv.fr - site internet <http://www.val-doise.gouv.fr/>

Liste des parcelles concernant la demande de la **SCEA FERME DE LA CROIX** : (suite)

Survilliers	A 4	0 ha 39 a 60 ca
Survilliers	A 5	0 ha 23 a 50 ca
Survilliers	A 29	0 ha 26 a 80 ca
Survilliers	A 69	0 ha 41 a 40 ca
Survilliers	A 70	0 ha 18 a 30 ca
Survilliers	A 82	0 ha 20 a 54 ca
Survilliers	A 86	0 ha 25 a 40 ca
Survilliers	A 133	0 ha 35 a 10 ca
Survilliers	A 134	0 ha 67 a 20 ca
Survilliers	A 140	0 ha 12 a 10 ca
Survilliers	A 141	0 ha 16 a 20 ca
Survilliers	A 210	0 ha 21 a 65 ca
Survilliers	A 213	0 ha 44 a 65 ca
Survilliers	A 222	0 ha 20 a 10 ca
Survilliers	A 226	0 ha 65 a 60 ca
Survilliers	A 229	0 ha 75 a 59 ca
Survilliers	B 3	0 ha 64 a 80 ca
Survilliers	B 7	1 ha 19 a 60 ca
Survilliers	B 8	1 ha 02 a 80 ca
S/TOTAL		15 ha 63 a 54 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 119	0 ha 32 a 59 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 260	0 ha 17 a 10 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 357	0 ha 21 a 85 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 558	0 ha 19 a 50 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 559	0 ha 42 a 14 ca
Plailly (60)	K 153	0 ha 72 a 16 ca
Saint Witz	A 106	0 ha 90 a 26 ca
Saint Witz	A 118	0 ha 14 a 58 ca
Saint Witz	A 188	0 ha 60 a 88 ca
Saint Witz	C 262	0 ha 42 a 10 ca
Survilliers	A 10	0 ha 76 a 40 ca
Survilliers	A 75	0 ha 10 a 50 ca
Survilliers	A 76	0 ha 51 a 00 ca
Survilliers	A 110	0 ha 26 a 80 ca
Survilliers	B 38	0 ha 05 a 60 ca
Survilliers	B 39	0 ha 50 a 65 ca
Survilliers	B 121	0 ha 26 a 36 ca
Survilliers	B 159	0 ha 26 a 75 ca
Survilliers	C 115	0 ha 59 a 70 ca
S/TOTAL		7 ha 46 a 92 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 177	1 ha 00 a 72 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 237	0 ha 24 a 86 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 258	1 ha 36 a 96 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 349	0 ha 57 a 45 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 374	0 ha 58 a 19 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 378	0 ha 21 a 00 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 381	0 ha 44 a 25 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 382	0 ha 41 a 93 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 383	0 ha 42 a 43 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 387	0 ha 09 a 99 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 432	0 ha 31 a 70 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 625	0 ha 15 a 25 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 627	0 ha 42 a 40 ca
La Chapelle en Serval (60)	E 648	0 ha 35 a 72 ca

9/11

Direction départementale des Territoires

Service de l'environnement, de l'agriculture et de l'accompagnement des territoires - CS 20105 - 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX

Téléphone : 01 34 25 26 70 - courriel : ddt-seaat@val-doise.gouv.fr - site internet <http://www.val-doise.gouv.fr/>

Liste des parcelles concernant la demande de la **SCEA FERME DE LA CROIX** : (suite)

Plailly (60)	K 156	0 ha 95 a 19 ca
Plailly (60)	ZH 16	0 ha 12 a 00 ca
Saint Witz	A 99	0 ha 13 a 29 ca
Saint Witz	A 163	0 ha 13 a 23 ca
Saint Witz	A 177	0 ha 37 a 07 ca
Saint Witz	A 391	0 ha 08 a 97 ca
Saint Witz	B 202	0 ha 21 a 61 ca
Saint Witz	B 422	0 ha 19 a 30 ca
Saint Witz	C 191	0 ha 38 a 49 ca
Saint Witz	C 326	1 ha 53 a 83 ca
Saint Witz	C 336	2 ha 18 a 52 ca
Saint Witz	C 350	0 ha 29 a 59 ca
Saint Witz	C 357	0 ha 08 a 09 ca
Saint Witz	C 362	0 ha 77 a 31 ca
Survilliers	A 8	5 ha 30 a 28 ca
Survilliers	A 15	0 ha 55 a 54 ca
Survilliers	A 19	0 ha 26 a 80 ca
Survilliers	A 22	0 ha 64 a 50 ca
Survilliers	A 24	1 ha 29 a 15 ca
Survilliers	A 28	1 ha 33 a 70 ca
Survilliers	A 64	1 ha 33 a 40 ca
Survilliers	A 68	0 ha 36 a 10 ca
Survilliers	A 83	0 ha 30 a 10 ca
Survilliers	A 89	0 ha 11 a 30 ca
Survilliers	A 90	0 ha 13 a 41 ca
Survilliers	A 91	0 ha 26 a 30 ca
Survilliers	A 92	0 ha 66 a 85 ca
Survilliers	A 93	0 ha 93 a 80 ca
Survilliers	A 94	0 ha 76 a 50 ca
Survilliers	A 95	0 ha 26 a 85 ca
Survilliers	A 98	0 ha 13 a 40 ca
Survilliers	A 99	0 ha 13 a 40 ca
Survilliers	A 103	0 ha 80 a 40 ca
Survilliers	A 104	0 ha 13 a 40 ca
Survilliers	A 106	0 ha 32 a 40 ca
Survilliers	A 107	0 ha 43 a 50 ca
Survilliers	A 108	0 ha 11 a 25 ca
Survilliers	A 117	0 ha 01 a 40 ca
Survilliers	A 118	0 ha 35 a 35 ca
Survilliers	A 119	0 ha 07 a 60 ca
Survilliers	A 120	0 ha 00 a 36 ca
Survilliers	A 121	0 ha 12 a 59 ca
Survilliers	A 130	1 ha 67 a 60 ca
Survilliers	A 132	0 ha 40 a 20 ca
Survilliers	A 148	0 ha 46 a 82 ca
Survilliers	A 176	0 ha 18 a 10 ca
Survilliers	A 177	0 ha 13 a 36 ca
Survilliers	A 178	0 ha 07 a 00 ca
Survilliers	A 192	0 ha 27 a 57 ca
Survilliers	A 200	0 ha 22 a 00 ca
Survilliers	A 204	0 ha 60 a 70 ca
Survilliers	A 208	0 ha 26 a 80 ca
Survilliers	A 211	1 ha 60 a 60 ca
Survilliers	A 218	1 ha 87 a 30 ca
Survilliers	A 227	0 ha 56 a 70 ca

10/11

Direction départementale des Territoires

Service de l'environnement, de l'agriculture et de l'accompagnement des territoires - CS 20105 - 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX
Téléphone : 01 34 25 26 70 - courriel : ddt-seaat@val-doise.gouv.fr - site internet <http://www.val-doise.gouv.fr/>

Liste des parcelles concernant la demande de la **SCEA FERME DE LA CROIX** : (suite et fin)

Survilliers	B 36	2 ha 30 a 80 ca
Survilliers	B 37	0 ha 02 a 70 ca
Survilliers	B 54	0 ha 00 a 45 ca
Survilliers	B 55	0 ha 12 a 77 ca
Survilliers	B 66	0 ha 00 a 40 ca
Survilliers	B 67	0 ha 07 a 50 ca
Survilliers	B 76	2 ha 00 a 00 ca
Survilliers	B 84	0 ha 07 a 48 ca
Survilliers	B 85	0 ha 11 a 34 ca
Survilliers	B 92	0 ha 33 a 80 ca
Survilliers	B 93	0 ha 19 a 20 ca
Survilliers	B 115	0 ha 13 a 45 ca
Survilliers	B 160	0 ha 26 a 71 ca
Survilliers	B 171	0 ha 17 a 18 ca
Survilliers	B 177	0 ha 33 a 60 ca
Survilliers	B 208	0 ha 27 a 48 ca
Survilliers	B 209	0 ha 37 a 23 ca
Survilliers	B 259	0 ha 01 a 57 ca
Survilliers	B 307	0 ha 51 a 76 ca
Vemars	A 187	0 ha 36 a 08 ca
Vemars	A 237	0 ha 39 a 65 ca
Vemars	A 238	0 ha 00 a 17 ca
Vemars	A 256	0 ha 23 a 34 ca
Vemars	A 656	0 ha 36 a 67 ca
S/TOTAL		48 ha 35 a 05 ca
TOTAL PARCELLAIRE		225 ha 99 a 23 ca
Baux précaires		18 ha 44 a 67 ca
TOTAL PARCELLAIRE SCEA		244 ha 43 a 90 ca

Direction régionale et interdépartementale de
l'économie, de l'emploi, du travail et des
solidarités d Île-de-France

IDF-2022-08-12-00001

Arrêté portant sur la demande de dérogation à
l'obligation de repos dominical présentée par la
société SARENTS NV (BELGIQUE), pour son
intervention sur le site de Mantes La Ville - Projet
de prolongement Ouest Ligne EOLE - 78711
Mantes La Ville

ARRETE

**PORTANT SUR LA DEMANDE DE DEROGATION A L'OBLIGATION DE REPOS DOMINICAL
PRESENTEE PAR LA SOCIETE SARENS NV (Belgique),
POUR SON INTERVENTION SUR LE SITE DE MANTES LA VILLE
Projet prolongement Ouest LIGNE EOLE
78711 MANTES LA VILLE**

LE PREFET DES YVELINES

VU le Code du travail et notamment les articles L. 3132-20 et L. 3132-25-3 ;

VU l'arrêté préfectoral n°78-2021-10-04-00003 du 4 octobre 2021 portant délégation de signature du Préfet des Yvelines au Directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France et la décision n° 2022-031 du 30 mars 2022 portant subdélégation de signature du Directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France en matière de repos dominical ;

VU la demande de dérogation à la règle du repos dominical formulée le 27 juillet 2022, en urgence, par Madame Margo Hocquette, Assistante Ressources Humaines de la société SARENS France, intervenant pour le compte de la société SARENS NV sise Antoweg 10, 1861 Wolverten (Belgique), pour l'intervention de 5 salariés sur le site de construction de la ligne EOLE à Mantes la Ville le dimanche 14 août 2022 ;

VU la décision unilatérale de l'employeur sur le travail du dimanche en date du 23 septembre 2021 ;

VU la consultation de la délégation syndicale en date du 16 juin 2022, en l'absence de CSE, et l'avis favorable des membres de cette délégation ;

VU le formulaire de demande daté du 27 juillet 2022 qui précise que le repos sera donné par roulement aux salariés concernés ;

VU les attestations de volontariat de 3 salariés SARENS mobilisés prévues par l'article L. 3132-25-4 du Code du travail ;

VU l'avis de l'inspecteur du travail de l'Unité régionale d'appui et de contrôle des Grands Chantiers compétent ;

CONSIDERANT que, contrairement à ce qui a pu être soulevé par le pétitionnaire en parallèle à la demande de dérogation, s'agissant de travaux liés à une opération de construction neuve d'une ligne de transport (par nature pas encore en service), la dérogation de droit prévue aux articles L3132-12 et R3132-5 du code du travail pour les « entreprises de transport ferroviaire et de gestion, d'exploitation ou de maintenance sous exploitation des lignes et installations fixes d'infrastructures ferroviaires » ne peut trouver application ;

CONSIDERANT que la situation d'urgence invoquée par l'entreprise est établie et que le nombre de dimanches sollicités n'excède pas trois ; que les avis prévus à l'article L3132-21 du code du travail ne sont pas requis dans ce cas par application des dispositions de l'alinéa 2 de ce même article;

CONSIDERANT que la société SARENS, spécialisée dans les levages spéciaux, invoque avoir pour mission la réalisation de travaux de levage et ripage à l'aide de remorques hydrauliques et de systèmes de vérinage du tablier d'un pont-rail de la future ligne EOLE au-dessus de la RD 983 qui est un des axes nord-sud importants du département des Yvelines ;

CONSIDERANT que ces travaux ne peuvent être réalisés qu'avec une coupure totale à la circulation de la RD 983 ; que les autorités administratives ont autorisé cette coupure le week-end de la semaine 32 qui apparaît être le moins gênant pour les usagers de cette RD 983 ;

CONSIDERANT que cette opération de levage spéciale s'inscrit dans le cadre du chantier exécuté par la société CHANTIERS MODERNES CONSTRUCTION (CMC) ; que l'ensemble des travaux envisagés ce week-end-là présentent des contraintes spéciales liées à la nécessité d'intervenir également sous interruption totale de circulation de la voie ferroviaire en service adjacente pour des raisons de sécurité ; que la SNCF a accordé une Interruption Temporaire de Circulation (ITC) les week-ends des semaines 25, 26, 32, 34, et 36 de l'année 2022, et donc le week-end en question ; que ladite société a également demandé et obtenu une dérogation à la règle du repos dominical ;

CONSIDERANT que l'intervention de levage de la société SARENS le dimanche 14 août 2022, sous coupure de la RD 983 et sous ITC ferroviaire, permet non seulement d'apporter le désagrément le plus faible possible pour les usagers et le public mais aussi de réaliser l'ouvrage dans les conditions de sécurité imposées et permet ainsi de contribuer au fonctionnement normal du chantier entrepris ;

CONSIDERANT que sur les 5 salariés visés par la demande, seuls 3 d'entre eux (Liam Lewis, Matthias De Weerd et Arno Melis) sont salariés de la société SARENS NV (Belgique) ; que la formalité de Déclaration Préalable de Détachement a pu nous être justifiée pour eux ; que les 2 autres salariés (Daniel Skurka et Anton Duncko) sont en réalité salariés de la société NOVAMONT SRO (Slovaquie) qui n'a pas formulé de demande de dérogation ; que ces derniers ne peuvent donc être inclus dans la décision visant les salariés de la seule société SARENS ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Sous réserve de l'application de l'article L. 3132-1 du Code du travail, la société SARENS NV (Belgique) est autorisée à déroger à l'obligation de repos dominical, **pour 3 salariés** (Liam Lewis, Matthias De Weerd et Arno Melis) **le dimanche 14 août 2022** pour la réalisation de travaux de levage et ripage d'un pont-rail sur le chantier EOLE à Mantes La Ville (78).

Article 2 :

Le personnel de la société slovaque NOVAMONT SRO (Slovaquie), (Daniel Skurka et Anton Duncko) **n'est pas autorisé** à travailler le dimanche 14 août 2022 sur le chantier EOLE de Mantes La Ville pour les opérations de lavage et ripage du pont-rail.

Article 3 :

Le personnel autorisé à travailler le dimanche et employé ce jour bénéficiera au minimum des contreparties prévues aux articles L. 3132-25-3 et L. 3132-25-4 du Code du travail et reprises dans la décision unilatérale de l'employeur, complétée par le courrier qui confirme une rémunération doublée pour les heures réalisées le dimanche et l'attribution d'un repos compensateur équivalent sans perte de salaire ;

Article 4 :

Le Directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France, est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont notification est faite au demandeur et est publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Région.

Aubervilliers, le 12 août 2022

P/ Le Préfet, par subdélégation,
P/ Le Directeur régional et interdépartemental de
l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
d'Île-de-France
L'adjointe à la Responsable du Pôle Politiques du
Travail

signé

Marie-Lise CARTON ZITO

Voies et délais de recours : Cet arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent ; Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr